

Discours de Paul-Henri Spaak sur l'OTAN et le Marché commun (Bruxelles, 25 février 1957)

Légende: Le 25 février 1957, Paul-Henri Spaak, ministre belge des Affaires étrangères et président de la Conférence intergouvernementale pour le Marché commun et l'Euratom, prononce devant le Cercle industriel et commercial des anciens officiers de réserve et officiers "Mars et Mercure" un discours dans lequel il décrit certains des enjeux économiques et politiques du Marché commun, notamment en ce qui concerne l'association des pays et territoires d'outre-mer (PTOM).

Source: Mars et Mercure. Mars 1957, n° 3. Bruxelles. "L'Alliance occidentale et le destin de l'Europe ", auteur:Spaak, Paul-Henri , p. 7-9.

Copyright: (c) Mars et Mercure

URL:
http://www.cvce.eu/obj/discours_de_paul_henri_spaak_sur_l_otan_et_le_marche_commun_bruelles_25_fevrier_1957-fr-6410340b-6469-42f7-ad5e-9c9437ee36d3.html

Date de dernière mise à jour: 01/03/2017



Discours de Paul-Henri Spaak : *L'Alliance occidentale et le destin de l'Europe* (25 février 1957)

[...]

Le Marché commun

Et maintenant, si vous m'accordez encore quelques minutes d'attention, je voudrais vous parler de l'Europe. Mon devoir est de vous prévenir, vous qui êtes des hommes d'affaires et des industriels. Si les choses se déroulent comme je le vois et espère, nous allons vivre une extraordinaire aventure européenne. Dans mes jours d'enthousiasme et ils sont nombreux (*Rires*), je vais jusqu'à dire que si nous faisons un Marché commun européen, nous aurons accompli l'acte le plus important de l'histoire de l'Europe depuis la Révolution française. Je voudrais que vous compreniez ceci : si nous faisons le Marché commun, et je m'en excuse vis-à-vis de l'ambassadeur des États-Unis ici présent, nous allons devenir la plus grande puissance commerciale du monde. Avouez que pour des pays à populations relativement peu importantes, disposer désormais d'un vaste marché groupé et cohésif, représentera un changement assez important dans leur vie économique. Il faut que ceux qui sont partisans du Marché commun et qui en souhaitent à tout prix la réussite, il faut, dis-je, qu'ils oublient presque tout ce qu'ils ont appris et voient les choses avec une optique complètement nouvelle. Si nous réussissons, nos hommes d'affaires et nos industriels ne réagiront plus en tenant compte d'un marché de 9 millions de consommateurs, mais bien d'une vaste aire économique réunissant non pas seulement 150 millions, mais bien 200 millions d'habitants si l'on y ajoute les territoires d'outre-mer africains. Je voudrais vous faire remarquer que cette population représente 40 millions de plus que les États-Unis et 20 millions de moins que l'URSS. Si dans ce monde nouveau on continue à raisonner en fonction de la situation d'un pays de 9 millions d'habitants, je crains fort que ceux qui s'endorment ne se réveilleront plus jamais ! Par contre, ceux qui auront compris la nécessité de se réadapter et montreront les qualités qui s'imposent en présence de la situation nouvelle créée, iront vers un avenir industriel et commercial qui s'annonce formidable. Je ne suis pas un technicien, je ne me réclame que d'une certaine intuition - je dirai même d'une intuition féminine - mais j'ose dire que ce qui va se passer est vraiment extraordinairement important.

Je ne prétends pas que c'est la réalisation d'une politique facile; je crois au contraire que c'est la politique la plus difficile pour une communauté et un pays.

Faire l'Europe, ne consiste pas pour chaque pays à gagner plus qu'hier, pour chaque classe sociale à gagner plus qu'hier et pour chaque individu à gagner plus qu'hier. Si c'était à ce prix, on peut être certain que l'Europe unie eut été créée depuis longtemps. La création de l'Europe exigera des sacrifices, des dérogations aux habitudes et peut-être même l'abandon de certains intérêts matériels légitimes. Mais c'est le rôle des hommes politiques et des hommes d'État d'oser prendre des responsabilités comme celles-là, qui vont constituer à la longue un bénéfice général pour toutes les nations. J'affirme que l'avenir économique et social appartient aux grandes communautés. Nous avons devant nous le formidable exemple des États-Unis. Cette civilisation industrielle en pleine expansion qui, il y a un siècle à peine, n'était pas encore éclos nous a aujourd'hui rattrapés et devancés. Et nous savons par tous ceux qui reviennent des États-Unis, que ce n'est pas la fin mais le début seulement d'un grand effort.

Messieurs, il y a deux problèmes qui vont se poser pour nous dans un avenir rapproché : celui de l'automation et celui de la maîtrise de l'énergie nucléaire. Ni l'un ni l'autre ne peuvent être résolus dans un pays de 9 millions d'habitants. Les progrès scientifiques sont tellement rapides maintenant qu'on ne peut réussir en ces domaines qu'en disposant d'un vaste marché. Deux économies en imposent à l'heure actuelle au monde. C'est l'économie des États-Unis et - ne nous faisons pas d'illusions - l'économie de l'URSS. C'est un argument que je soumets à votre appréciation et à vos réflexions. Ces deux puissances se développent beaucoup plus vite que notre continent. Apparemment il peut paraître illogique que je vous les cite en exemple, puisque leur régime économique est basé sur des principes différents et opposés. La logique devrait m'amener à dire que d'un côté c'est le succès et de l'autre l'échec. Mais ces puissances ont un dénominateur commun, celui d'avoir respectivement un vaste marché de 160 et de 220 millions de consommateurs. Ceci prouve que c'est dans les grandes communautés humaines que l'expansion économique et sociale est possible. Je voudrais vous convaincre que nous sommes à la veille de vivre une grande

aventure, et plaise à Dieu que le traité qui sera signé dans un mois puisse être approuvé par les Parlements avant l'été, de sorte que l'année 1958 sera probablement pour l'Europe la première année d'une nouvelle communauté de 150 millions de citoyens.

Si dans notre enthousiasme et dans la force de notre conviction, nous avons voulu créer d'emblée ce Marché commun, cela aurait provoqué des difficultés insurmontables. Aussi, nous vous avons donné quinze ans pour vous adapter par étapes, trois étapes de quatre ans plus une étape de trois ans au cours desquelles il sera possible de sérier les problèmes, d'éliminer peu à peu les obstacles qui s'opposent à la libre circulation des marchandises, des hommes et des capitaux qui est à la base de la fortune des États-Unis. Si ceux-ci sont parvenus à réaliser quelque chose de gigantesque au point de vue industriel, pourquoi après tout, ne pourrions-nous faire de même lorsque nous serons 150 millions et que nous disposerons des conditions de base propres à nous ? Nous avons des ouvriers qui ne sont pas plus mauvais que d'autres.

Vous me direz qu'il y a des problèmes particuliers. Je vois dans une certaine presse qui a toujours été contre l'Europe, une critique qui se manifeste et qui considère que le traité n'est pas assez européen; c'est le comportement de gens qui demandent plus dans l'espoir que l'on ne fasse rien du tout. Nous aurions pu faire en sorte que vers 1958 aucune clause de sauvegarde ne joue plus, nous aurions pu négliger certains facteurs nationaux et confier le tout d'emblée à une organisation supranationale pour régler séparément toutes les difficultés. Présenté ainsi devant les six parlements, sans prévoir de période d'adaptation, le traité n'eut jamais été voté.

Je n'aperçois pas du côté belge de grandes difficultés. Bien sûr, les industriels belges vont étudier le problème et voir ce qu'offre un marché de 150 à 200 millions de consommateurs. Sans doute, devront-ils tenir compte de la concurrence française, allemande et italienne, c'est vrai, mais je n'aperçois pas de raison pourquoi nous, Belges, ne serions pas capables de résister à cette concurrence et de prendre place dans ce marché. Je voudrais rencontrer deux objections couramment émises. Monsieur le président, vous y avez fait allusion. Après tous vos éloges mon front s'est rembruni quand vous avez dit : si vous réalisez le Marché commun, nous Belges allons être entraînés dans une politique peut-être trop protectionniste et nous devons renoncer à notre politique libre échangiste.

Dans ces derniers mois, j'ai appris beaucoup de choses. Je me suis aperçu qu'il n'y avait pas de pays vraiment libre-échangiste. Chaque fois qu'un pays avait un intérêt à défendre, il violait les principes du libre-échangisme pour se protéger.

J'ai assisté à des discussions avec des experts au cours desquelles nous avons examiné ces problèmes et fréquemment j'ai vu les experts d'un pays défendre avec conviction les principes du libre-échangisme d'une part, alors qu'ils s'y montraient résolument opposés quand il s'agissait de défendre une industrie menacée de leur propre pays. Je voudrais donc vous demander d'oublier ces vieilles querelles, de cesser de raisonner des questions douanières en fonction d'un pays de 9 millions d'habitants, mais de songer que nous serons bientôt au sein d'une communauté de 150 millions, d'habitants qui devra adopter une politique douanière qui ne sera pas nécessairement conforme à la politique actuelle de chacun des États constitutants.

Nous Belges, au début de Benelux, nous avons adopté certaines positions qui au fil des ans se sont retournées contre nous. Forts de cette expérience, nous devons savoir que des positions que nous défendons aujourd'hui avec passion peuvent un jour nous devenir défavorables lorsque le Marché commun sera réalisé.

Un exemple précis : je crois qu'à l'heure actuelle les importations d'automobiles sont frappées d'un droit de 24 %. Je ne sais pas quelle est la philosophie politique qui nous a conduits à appliquer ces 24 %, mais dans un Marché commun nous aurons des autos de toutes les marques de la Communauté qui vont circuler librement, sans droits. Peut-être - et je m'en excuse auprès de l'ambassadeur des États-Unis - y aura-t-il une protection sur l'entrée dans la Communauté des voitures américaines qui continueront à payer des droits.

Et qui vous dit que dans quinze ans nous n'aurons pas nous-mêmes notre propre industrie automobile ? Nous avons eu jadis une marque qui était célèbre dans le monde entier. Elle a disparu non parce qu'elle ne convenait pas, mais faute d'un marché suffisant; il n'en eut pas été de même dans un marché de 150 millions

d'habitants. Peut-être que plus tard nous serons heureux d'avoir une certaine protection douanière pour permettre à notre industrie automobile naissante de lutter contre la concurrence étrangère. Tout ceci démontre que nos industriels doivent envisager les problèmes sous un jour tout à fait différent.

J'aurais d'autres exemples à donner, mais personne ne sait à l'heure actuelle ce que seront nos tarifs dans quinze ans, ce qui ne veut pas dire que nous devons partir avec l'idée de réaliser une communauté autarcique. Les tarifs des pays de Bénélux sont bas, ceux de la France sont plus hauts que les nôtres, de même que ceux de l'Italie et de l'Allemagne qui ne sont cependant pas protectionnistes. Le compromis à trouver c'est une moyenne arithmétique.

En ce qui concerne les matières premières, les droits qui ont été établis ne peuvent pas dépasser 3 %. Pour certaines matières premières cela peut, dans des cas déterminés, être considéré comme important, mais lorsqu'on les incorpore dans les produits finis, ces droits peuvent se trouver ramenés à 0,5 %. Par conséquent, soyons pratiques, si nous partons avec la volonté de ne pas devenir une Europe autarcique, si notre tarif douanier se fait sur la base de la moyenne arithmétique, nous serons sensiblement en dessous du tarif des États-Unis et de la Grande-Bretagne, c'est-à-dire des autres grandes communautés.

Ma seconde observation, c'est que nous avons pris, la semaine dernière, à Paris une grande décision historique : nous avons décidé d'admettre dans le Marché commun, moyennant certaines modalités, les territoires d'outre-mer. La Communauté qui ne devait compter au départ que 150 millions d'habitants, en groupera donc 200 millions. A ce propos, le raisonnement tenu par la France est juste; elle dit : nous vous les offrons ces territoires où nous versons chaque année plus de 500 milliards de francs français somme qui représente plus du tiers de notre commerce extérieur.

Il faut, dit la France, que vous secondiez nos efforts pour nous aider à faire les investissements sociaux et économiques indispensables. Moi je trouve que ce raisonnement est juste et équitable. Ce qui est admirable, c'est que les partenaires et les hommes politiques qui se sont rencontrés ont eu vraiment la vision d'une grande politique d'avenir. Messieurs, il faut faire dans tous les territoires d'Afrique, qu'ils soient français ou belges, un effort beaucoup plus grand que celui effectué jusqu'à ce jour si nous voulons que ces territoires nous restent fidèles et si l'on désire qu'ils continuent à évoluer dans l'orbite des puissances occidentales.

Voyez-vous, je ne sais pas si au cours du XIXe siècle le Blanc a exploité le Noir, mais un fait est certain, c'est qu'au cours du XXe siècle nous allons devoir faire un formidable effort si nous voulons garder les Noirs avec nous.

Messieurs, avant de quitter la Belgique, je désire vous dire qu'à travers toutes nos divergences politiques et les oppositions d'idées, il y a une chose sur laquelle nous devons faire l'union à travers tous les partis : un seul programme national pour le Congo belge.

(Applaudissements)

La liberté politique permet de dire bien des choses. Ce qu'on ne peut pas faire, c'est transposer au Congo les querelles de la Belgique. *(Bravos)* Si ces querelles existent chez nous et nous opposent sur des points importants, il importe de les proscrire au Congo. Si nous désirons conserver celui-ci, nous devons nous y présenter unis.

Voyez ce que M. Mollet vient de faire pour l'Algérie. Lui qui est à la tête d'un gouvernement de minorité a cru bon de s'adresser à tous les partis nationaux pour arrêter en commun un programme, Il faut s'inspirer de cette politique et convenir du programme à appliquer quand les problèmes ne se posent pas encore d'une manière aiguë. C'est la raison pour laquelle il importe dès maintenant d'arrêter notre politique nationale au Congo.

Nous avons pris la décision d'aider la France dans ses investissements. Cette décision met en cause tous les pays représentés. Et on peut apprécier combien l'esprit européen a gagné du terrain quand on pense que l'Allemagne fédérale qui n'a pas de territoire en Afrique a accepté de verser, pendant cinq ans, deux milliards

de francs belges pour la réussite de cette politique et qu'en versant cette somme elle a pris sur ses épaules la charge la plus importante de cette politique nouvelle.

Le fait qu'un pays comme l'Italie à qui - M. l'ambassadeur d'Italie m'excusera de le dire - nous avons pris après la guerre de 1945 toutes ses colonies, ait accepté d'aider au sauvetage des territoires africains qui appartiennent à la Belgique et à la France, prouve de façon éclatante l'existence d'un esprit européen extraordinairement développé. En agissant de la manière que vous savez nous avons fait non seulement une œuvre équitable et juste, mais nous avons fait déborder le traité du Marché commun de sa signification commerciale et industrielle sur un terrain politique, en maintenant l'Afrique du Nord dans le cadre de l'Europe occidentale. C'est le début d'une politique nouvelle qui conduira à une collaboration toujours plus étroite sur le terrain politique et qui contribuera à maintenir et à sauvegarder la paix.

Je crois que nous avons trouvé la solution du problème dont les hommes politiques ont tant aimé à parler dernièrement. Quand un homme politique n'avait plus de sujet de discours, il parlait invariablement de l'aide à donner aux pays sous-développés. Comme c'était très difficile à réaliser, les propositions généralement ne voyaient jamais le jour.

Je n'ai jamais été très favorable à cette politique d'aide aux pays sous-développés, car j'avoue ne pas comprendre l'intérêt qu'il y a à donner des centaines de millions à des peuples qui ne nous aiment pas, qui s'imaginent avoir des droits sur nous sans nous vouer la moindre reconnaissance et qui, lorsqu'ils auront pu édifier une industrie, n'auront rien de plus pressé que de retourner contre nous les armes qu'ils ont forgées avec notre argent. Je suis assez bon de nature, mais ma bonté ne va pas jusque là. Je suis tout disposé à faire un immense effort en faveur de gens dont nous voulons faire des partenaires égaux et dont les idées correspondent aux nôtres. Je trouve qu'il vaut mieux, dans cet esprit, faire quelque chose de plus grand. Quel succès ne serait-ce pas si nous parvenions à réaliser le rêve de l'Eurafrique qui, après la réunion de Paris, semble pouvoir devenir une réalité ?

Voilà les deux grands points que je tiens à souligner. Je me résume et je conclus. C'est, je le répète, une extraordinaire aventure économique qui commence. Je crois que la naissance et le développement du Marché commun en Europe sera le fait dominant de ce dernier demi-siècle.

Je suis convaincu que ce sera difficile, mais pas trop difficile pour un peuple qui, comme le nôtre, sait se montrer hardi dans ses conceptions et qui bénéficie d'un certain nombre d'atouts incontestables.

Un cercle comme le vôtre doit être très attentif à ces grands projets. Vous êtes des officiers qui vous êtes rassemblés à la suite de la plus grande aventure du début de ce siècle, la guerre de 1914, que vous avez faite au-dessus du terre-à-terre quotidien. Si vous avez gardé un tel esprit de camaraderie, c'est parce que dans ces années, ensemble vous avez vécu quelque chose d'extraordinaire.

Dans un autre domaine, les hommes politiques vous offrent une nouvelle aventure. Laissez-moi vous dire que celle-ci est assez belle.

Les hommes, dans leur histoire, ont accompli de grandes choses. Mais quand on y regarde de près, on constate que trop souvent l'oppression ou l'usage de la force a été à leur origine. Messieurs, si nous voulons ce Marché commun européen, nous allons réaliser une grande œuvre. Il ne faudra pas de pouvoir fédérateur; c'est la sagesse, la raison, l'intelligence, la vue exacte de l'avenir, c'est en faisant appel à toutes ces choses, que nous allons réussir une révolution plus importante que toutes celles qui se sont appuyées sur la force et la contrainte.

C'est une tâche assez belle et assez noble pour que des hommes comme vous la soutiennent de tout leur cœur.

(Longues acclamations de l'assistance, debout)